

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité Administrative – Bât. C  
Boulevard George Sand  
36000 CHATEAUROUX

Châteauroux, le 04 avril 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MAIRIE**

10 place de l'Hôtel de Ville  
36110 Levroux

Références : VI 09/03/2023 UD36 (TD)  
Code AIOT : 0010008438

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/03/2023 dans l'établissement MAIRIE implanté Bel Air 36110 Levroux. L'inspection a été annoncée le 03/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MAIRIE
- Bel Air 36110 Levroux
- Code AIOT : 0010008438
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Arrêté préfectoral n° 2013347-0002 du 13 décembre 2013 autorisant la commune de Levroux à poursuivre l'exploitation d'une carrière de calcaire sur le territoire de Levroux, pour une durée de 25 ans. Au titre des installations classées, le site est soumis à autorisation pour la rubrique 25 10 "exploitation de carrières" avec une capacité maximale de 1700 tonnes par an. La carrière de calcaire est implantée au lieu-dit "Bel-Air" sur le territoire de la commune de Levroux et dont le propriétaire est la commune de Levroux. Le gisement extrait par la commune est utilisé pour la refecton des chemins communaux et la stabilisation des plates-formes. Aucun traitement des matériaux n'est effectué sur le site.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Les suites de la visite d'inspection du 29 mars 2021 ;

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites**

**administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 13/12/2013, article 2.4.3.2	Suites de la visite d'inspection du 29 mars 2021	Sans objet
2	Fréquences et modalités d'auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 13/12/2013, article 9.2.3.3	Suites de la visite d'inspection du 29 mars 2021	Sans objet
3	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 13/12/2013, article 9.4.1	Suites de la visite d'inspection du 29 mars 2021	Sans objet
5	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 13/12/2013, article 1.7.5	Suites de la visite d'inspection du 29 mars 2021	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 13/12/2013, article 2.4.3.2	Suites de la visite d'inspection du 29 mars 2021	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessus.

**2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Remblayage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2013, article 2.4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, registre et plan de remblaiement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la date de réception, la date de délivrance au producteur de l'accusé de réception des déchets, et la date de leur stockage ;</li> <li>l'origine des déchets ;</li> <li>les moyens de transport utilisés ;</li> <li>le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>la masse des déchets, mesurée à l'entrée de l'installation ou, à défaut, estimée à partir du volume du chargement en retenant une masse volumique de 1,6 tonne par mètre cube de déchets ;</li> <li>le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;</li> <li>le cas échéant, le motif de refus d'admission.</li> </ul> <p>L'exploitant tient à jour un plan de remblayage. Ce plan coté en plan et en altitude permet de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre (maillage de 20 mètres sur 20 mètres maximum). [...]</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant n'est pas en mesure de présenter à l'inspection des installations classées son registre d'admission ni son plan de remblayage.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant n'est pas en mesure de présenter le registre d'admission des déchets et le plan de remblaiement de son installation. L'inspection demande une transmission du dernier registre et d'un plan de la dernière situation de remblaiement à jour.</p> <p>La Mairie de Levroux confirme que l'exploitation de la carrière est à l'arrêt depuis 2019. Cette situation n'a pas fait l'objet d'une information auprès de la préfecture de l'Indre pour notifier cet état de fait.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Fréquences et modalités d'auto surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2013, article 9.2.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquences et modalités d'auto surveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le niveau piézométrique est relevé au moins deux fois par an en périodes de basses eaux et de hautes eaux. Les niveaux relevés sont consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement. L'inspection de l'environnement pourra demander que des contrôles de la qualité des eaux souterraines soient réalisés aux frais de l'exploitant. ces demandes préciseront la nature des paramètres à contrôler ainsi que les méthodes de référence. Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Les résultats de ces contrôles seront archivés par l'exploitant pendant toute la durée de l'exploitation.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'est pas en mesure de nous présenter les relevés piézométriques semestriels.
<b>Observations :</b> L'exploitant ne relève pas le niveau piézométrique comme prescrit dans l'arrêté du 13 décembre 2013 article 9.2.3.3. Les niveaux relevés doivent être consignés sur un registre et les résultats de ces contrôles seront archivés par l'exploitant pendant toute la durée de l'exploitation. L'inspection des installations classées demande à ce que l'exploitant lui transmette les derniers relevés des niveaux piézométrique réalisés lors de la dernière année d'exploitation de la carrière en 2019.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Suivi annuel d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2013, article 9.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi annuel d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adapté à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,</li> <li>les bords de la fouille,</li> <li>les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,</li> <li>l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,</li> <li>le piézomètre et les fossés limitrophes de la carrière,</li> <li>les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,</li> <li>le positionnement des fronts,</li> </ul> <p>Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.</p> <p>Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes de remblais amenés, les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus-nommé. Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des installations classées.</p> <p>Un exemplaire de ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce plan doit être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant n'est pas en mesure de présenter son dernier plan de suivi annuel d'exploitation.
<b>Observations :</b> L'exploitation de la carrière s'est arrêtée en 2019, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre le dernier plan de suivi d'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Remblayage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2013, article 2.4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, liste matériaux inertes de remblaiement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les matériaux utilisés pour le remblayage sont préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes. Seuls les déchets inertes suivants peuvent être utilisés pour le remblayage de la carrière :</p> <p>17 01 01 Béton  17 01 02 Briques  17 01 03 Tuiles et céramiques  17 01 07 Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses  Uniquement les déchets de construction et de démolition triés (**) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés  17 05 04 Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses  A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés  20 02 02 Terres et pierres  Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe</p> <p>(*) Annexe II à l'article R.541-8 du code de l'environnement  (**) les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que des métaux, matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois, du caoutchouc, etc..., peuvent également être admis dans la carrière.</p> <p>Tout autre déchet est strictement interdit et notamment :  - les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;  - les déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;  - les déchets non pelletables ;  - les déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;  - les déchets d'amiante lié et les matériaux en contenant  - les déchets d'enrobés bitumineux</p>
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Observations :</b> L'inspection des installations classées n'a pas constaté la présence de déchets non autorisés sur le site. Le constat NC8 de l'inspection du 29 mars 2021 peut être levé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 5 : Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2013, article 1.7.5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, cessation d'activité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci. La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.[...]
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas notifié à la préfecture de l'Indre l'arrêt définitif de l'exploitation en 2019, par courrier précisant toutes les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site.
<b>Observations :</b> Suite à la visite d'inspection du 21 mars 2021, l'exploitant s'est engagé à établir un dossier de cessation d'activité d'ici fin 2021. L'inspection des installations classées constate que la notification au préfet de la cessation avec mesures de mise en sécurité, proposition d'usage futur au propriétaire et à la collectivité ou report de la détermination de l'usage futur et de la réhabilitation n'est pas à ce jour réalisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet